

LA LISTE DES COURS À RÉVISER POUR LE BAC AFFICHÉE DANS LES LYCÉES

Le dernier cadeau de Baba Ahmed

Ultime «cadeau» de Baba Ahmed aux candidats au baccalauréat. Le seuil des cours, réclamé par ces derniers, a été fixé hier au moment où le ministre de l'Education quittait son poste. Le listing des cours à réviser est depuis hier accroché au niveau des lycées.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Depuis hier, les lycéens connaissent le seuil des cours qu'ils devront réviser en prévision des épreuves du baccalauréat. Les chefs d'établissements étaient destinataires d'une liste détaillée des cours à réviser par branches.

Le département de l'éducation devait organiser une conférence nationale au cours de laquelle devait être annoncé de manière officielle le fameux seuil exigé par les lycéens mais le départ du gouvernement de Baba Ahmed a chamboulé le calendrier.

Le département de Baba Ahmed s'est donc contenté d'envoyer les fameuses listes qui sont depuis mardi affichées au niveau des établissements. La nouvelle ministre de l'Education n'a pas jugé utile de présider ladite rencontre arguant qu'il s'agissait non seulement d'une rencontre dont l'ordre du jour avait été décidé par son prédécesseur mais qu'il lui fallait un peu de temps pour s'imprégner et décider des priorités du secteur. Son prédécesseur n'aura finalement pas résisté à la pression des lycéens et

cédé à leurs doléances en fixant le fameux seuil jugé par lui-même antipédagogique.

Baba Ahmed avait à plusieurs reprises fait savoir que cette pratique introduite sous Benbouzid n'était pas de nature à redorer le blason d'un examen de plus en plus discrédité. Baba Ahmed avait même laissé entendre qu'il se dirigeait vers sa suppression.

Un projet qu'il n'a pas mené à bien, probablement en raison des nombreuses grèves qui ont perturbé l'année scolaire mais également en raison du manque de courage politique.

La suppression dudit seuil ne sera certainement pas du goût des lycéens. S'il devait revenir sur ce qui est désormais considéré comme un acquis, le gouvernement fera certainement face à des mouvements de colère qu'il n'est pas en mesure d'assumer en cette période post-lectorale. Résultat : de concession en concession, les lycéens pourraient un jour exiger de connaître les sujets du baccalauréat sans que cela ne choque plus personne. Pourtant au sein même de la famille de l'éducation, ces mêmes



Photo : Samir Sid.

Le baccalauréat, un examen de plus en plus discrédité

concessions ne sont pas applaudies. Les syndicats du secteur se sont à l'unanimité exprimés contre cette pratique entrée dans les mœurs et proposé d'autres mesures pour redonner à l'examen ses lettres de noblesse. Le retour à la fiche de synthèse en fait partie. Elle permettrait

de valoriser le travail fourni par les lycéens tout au long de l'année et de ne pas sanctionner les bons élèves victimes du trac le jour de l'examen. Il appartient désormais à la nouvelle ministre de l'Education de trancher.

N. I.

SON FONDATEUR AFFIRME REGRETTER SON SOUTIEN À UN 4^e MANDAT

Une nouvelle organisation pour les gardes communaux

L'ex-porte-parole de la Coordination nationale des gardes communaux qui vient de lancer un autre mouvement de cette corporation avoue regretter «quelque peu» son revirement spectaculaire dans les temps morts de la présidentielle écoulée.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - L'on se souvient, en effet, Aliouet Lahlou, puisque c'est de lui qu'il s'agit, a étonné tant de monde en opérant à l'ultime instant un virage à 360°, soutenant le 4^e mandat pour le Président-candidat l'avant-veille de l'élection présidentielle du 17 avril écoulé.

A l'appui de sa volte-face, il avançait les menaces sérieuses qui pesaient sur la stabilité du pays, nécessitant à ses yeux, de taire les divergences internes et de ne pas «risquer» un changement de cap

brusque auquel il dit préférer la «continuité». Mais ce que Aliouet a feint d'oublier, c'est qu'il n'a jamais cessé ou presque, quelques jours seulement avant ce «reniement» d'exprimer publiquement son opposition pas seulement au 4^e mandat mais à l'élection présidentielle elle-même.

Et le temps semble avoir eu son effet sur le concerné puisqu'il nous faisait part, hier mercredi, de son «regret» pour cette «sortie», le moins que l'on puisse dire, est qu'elle ne colle pas au parcours de l'homme,

comme l'attestent nombre de ses compagnons de lutte et de combat. «On m'a collé toutes sortes d'étiquettes, d'abord celle d'être au service du MAK de Ferhat Mehenni, puis une autre de rouler pour le RCD par le seul «tort», ironise-t-il, d'être issu de la Kabylie dont je suis, par ailleurs fier, voire même très fier».

Et les auteurs de ces médiocrités, Aliouet dira n'avoir pas de doute qu'il s'agit du coordinateur national de la Coordination nationale des gardes communales, et ses fidèles qui ont mené, poursuit-il, «une campagne de dénigrement sans pareille à mon encontre».

Cela dit, Aliouet Lahlou n'hésitera pas à faire son mea-culpa en reconnaissant avoir agi de la sorte (soutien au 4^e mandat) en «désespoir de cause», manière, avouera-t-il encore,

«de me défendre en démentant tout ce qui a été colporté contre moi». Et de poursuivre : «j'aurais dû agir autrement, en démissionnant par exemple de la coordination surtout que le divorce avec Chouaib et consorts était consommé».

Un divorce que notre interlocuteur dira n'avoir pas trop tardé à «matérialiser» en mettant son pied une autre organisation à même de porter plus «dignement les revendications des gardes communaux», estimera-t-il. Il s'agit du mouvement national des gardes communaux libre né le 5 mai à l'occasion d'un congrès constitutif auquel, selon lui, toutes les wilayas du pays étaient représentées et à l'issue duquel un comité directeur de 15 membres a été élu tout comme Aliouet Lahlou a été plébiscité président. Cette nouvelle organisation

s'est, par ailleurs, dotée d'une feuille de route toute «distincte de celle de la coordination», tiendra à préciser notre interlocuteur. Une feuille de route qui ne laisse point de place à la concession quand il s'agit de défendre les revendications socio-professionnelles des gardes communaux.

Dont la réintégration sans aucune condition des radiés des rangs des gardes communaux estimés par Lahlou à près de 15 000 éléments, le statut de victimes de guerre pour ceux parmi les gardes communaux ayant contracté un ou plusieurs handicaps physiques ou mentaux en plein exercice de leur noble combat contre les terroristes et un haut commissariat pour les victimes de la sauvegarde de la République,...

M. K.

MONNAIE

La Banque d'Algérie s'explique sur l'opération de retrait de billets

La Banque d'Algérie procédera à un retrait d'anciens billets de banque. Ces derniers représentent une quantité minimale soit 0,5% de la masse des billets en circulation et 3% de leur valeur générale.

Le retrait qui sera opéré est le troisième du genre réalisé par la Banque d'Algérie, après celui du début de l'année 80 à la fin 90 et celui de 1997.

Les billets qui seront retirés seront utilisés et auront un cours légal jusqu'au 31 décembre 2014 et par la suite pourront toujours être échangés au niveau des banques jusqu'à la même date et à la Banque d'Algérie dès janvier 2015 et jusqu'au 31 décembre 2024, a précisé hier M. Mohamed Brahim responsable à la Banque d'Algérie.

Selon les responsables de la Banque d'Algérie intervenant hier lors d'une conférence de presse, le retrait a un caractère technique notamment en raison du fait qu'il s'agit de billets de banque de la première et seconde séries d'émission qui ont plus de 30 ans d'âge.

Ainsi les quantités imprimées et émises de ces séries de billets, ont, pour une grande partie, été remplacées au fur et à mesure dans le cadre du travail quotidien des guichets de la Banque d'Algérie, pour ce qui est des billets qui transitent par la Banque d'Algérie.

Les responsables noteront également que les nouvelles émissions de billets de banque et de pièces de monnaie depuis 1992 ont permis aussi aux services de la Banque d'Algérie de procéder à un remplacement progressif des anciens billets qui seront retirés et un élargissement des pièces de monnaie en circulation. Il s'agit ainsi du retrait de cinq billets actuellement en circulation.

Ce sont les billets de cent (100) dinars de types «1981» et «1982» et deux cents (200), vingt (20) et dix (10) dinars algériens de type «1983».

La Banque d'Algérie expliquera aussi que ces billets ont déjà été grandement remplacés par de nouveaux billets.

F.-Zohra B.

CONTRÔLE DU MARCHÉ FINANCIER

Les insuffisances que recèle la COSOB

Des insuffisances marquent encore l'organisation, le fonctionnement et le contrôle du marché financier, relève l'autorité de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB) dans son rapport annuel 2013, même si aucune infraction n'a été constatée.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Autorité de régulation, la COSOB constate, au titre des missions d'inspection effectuées en automne dernier, une situation mitigée au niveau des intervenants dans le marché financier.

Certes, les teneurs de comptes conservateurs (TCC) et les intermédiaires en opération de bourse (IOB) ainsi que la Société de gestion de la bourse des valeurs (SGBV-Bourse d'Alger) et le Dépositaire central des titres (Algérie Clearing) assurent de manière satisfaisante leurs tâches et obligations, et déploient des efforts en interne. Ainsi, des efforts considérables sont déployés par les banques habilitées à exercer les activités de tenue des comptes des investisseurs et d'intermédiation (gestion des titres), afin de prendre en charge les recommandations formulées par l'autorité lors des inspections antérieures, indique le rapport. Toutefois, l'autonomie de gestion comptable notamment demeure «absente

dans pratiquement toutes les banques», indique-t-on, au-delà du mode d'organisation des activités de tenue des comptes. Certes suffisants, les espaces dédiés ne sont pas sécurisés et sont librement accessibles, ce qui génère «un risque pour la confidentialité et la sécurité des dossiers clients».

En outre, les six banques publiques, pourtant autorisées, ne disposent pas encore de procédures proprement dites et opérationnelles pour les activités de TCC. D'autre part, les banques n'ont pas mis de structures dédiées à l'activité titres, le contrôle s'opérant hiérarchiquement par le responsable ou occasionnellement par la structure d'audit interne de la banque.

Quant à la Bourse d'Alger, le rapport de la COSOB observe notamment l'absence de statuts mis à jour et l'absence de parquet de secours en cas de défaillance du système.

Quant à Algérie Clearing (en charge de la conservation, circulation et administration des titres), l'on note également l'absence de procédures internes de travail écrites et un risque important d'inondation des locaux abritant les serveurs locaux...

En vue de remédier à ces insuffisances, l'autorité de régulation recommande encore aux IOB/TCC de mettre aux normes la sécurité de la base de données, de mettre en place des procé-

dures de travail pour leurs activités et de se conformer «de manière complète» aux exigences réglementaires en termes de contrôle interne.

S'agissant de la Bourse d'Alger, la COSOB recommande de finaliser la mise à jour des statuts, de régulariser la situation des administrateurs non conformes et de mettre en place une structure de contrôle interne et un comité d'audit.

En ce qui concerne le Dépositaire central des titres, l'autorité financière formule des recommandations similaires, outre l'opportunité de mettre en place les procédures de travail nécessaires.

Nonobstant ces insuffisances, le rapport 2013 de la COSOB ne fait état d'aucune infraction, manquement ou litige liés à l'intégrité et la sécurité du marché des valeurs mobilières, le respect des règles de transparence et d'équité ainsi que la conformité à la réglementation.

Par conséquent, le rapport ne cite aucune intervention de la chambre disciplinaire et arbitrale au sein de la Commission.

Cela même si le rapport 2013 concerne certains manquements relatifs à la publication des états financiers, le cas de Sonelgaz, qui n'a pas déposé et publié les états relatifs au premier semestre même si la société l'a fait pour les comptes annuels, ayant été cité.

C. B.